

Colloque SSA 2026

Les 30 et 31 Janvier 2026

A la Bourse de Travail, Paris 75010

Programme : <https://www.jne-asso.org/2026/01/21/les-30-et-31-janvier-2026-un-colloque-jne-pour-penser-lalimentation-face-a-linstabilite-actuelle/>

Pendant 2 jours, les différents parties prenantes du collectif national pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation se sont retrouvés pour échanger sur les multiples aspects et implications en vue d'un projet de SSA à l'échelle de la France. Ces rencontres ont servi d'espace de partage d'information mais surtout de délibération pour identifier et construire des consensus mais aussi débattre sur les points de désaccords politiques qui composent ce mouvement.

Ces discussions s'inscrivent dans le temps long, avec une volonté de pérenniser les initiatives locales et de préfigurer d'un dispositif national. Les prochaines rencontres auront lieu en octobre 2026.

Mots introductifs de Dominique Paturel

SSA = convergence entre 4 mvts sociaux : l'agriculture paysanne, la démocratie alimentaire, le réseau salariat et les mouvements autonomes et populaires

Parmi le courant de la démocratie alimentaire : naissance des AMAP avec la première AMAP créée en 2001. un concept « à la fois simple et politique » qui prend sa place dans un courant international, une alternative au marché. Le *circuit-court* prend de l'ampleur en 2008, mais reste réservé à ceux qui en ont les moyens.

→ des enjeux qui deviennent de + en + pregnants dans l'espace public mais les alternatives se construisent en parallèle du modèle dominant et ne remettent pas en cause la viabilité du marché et de la production agro-industrielle.

Syndicats et SSA : discussion entre Bruno Fialho (CGT) et Gisèle Riqueau (Sud Recherche-Solidaire)

synthèse : débat assez houleux avec des syndicats qui hésitent à se positionner aux côtés de la conf sur ces sujets / aussi un enjeu de protéger les travailleurs de l'ensemble de la filière si ils se joignent au mouvement MAIS le syndicat majoritaire de ce secteur d'activité est plutôt la CFDT (rappelé par qqn d'Ingé sans frontières)

le sujet sera porté au prochain congrès national de la CGT d'après Bruno Fialho, présentation des positions entre les 2 intervenant.es mais rien de très clair.

Interventions autre :

- Sébastien, Solidaire 44 : xp de la Cantine Des Terres qui fait le lien entre les nantais urbains et la ZAD
- Dominique Paturel : rappelle la nécessité fondamentale de l'alliance et de se mettre d'accord sur nos désaccords pour avancer ensemble.
- Romain Clappier, caisse Ariège : au contraire de la Sécu santé de 45, ce ne sont pas les classes populaires qui sont à l'origine du projet de SSA, important que les syndicats jouent un rôle pour faire ce lien
- faiblesse du syndicalisme chez les salariés du monde agricole à cause de la fragmentation en petites structures, plus difficile de s'organiser et lutter pour ses droits

- Pauline Scherer : constat d'un manque de compréhension entre les différents groupes sociaux en général, les caisses peuvent être des espaces pour contrer ce séparatisme social par l'éducation populaire politique et la pratique de la démocratie. Un processus qui prend du temps.

- nouvel acquis social en discussion = pose de grosses questions de gouvernance

Diversité et complémentarité des expérimentations SSA

Revenir sur le travail du réseau inter-caisses : environ 50 caisses lancées et 50 caisses en construction qui sont toutes animées par les 3 piliers communs mais le mettent en œuvre différemment.

Léa Thevenot, caisse Lyon 8.

Marie Boyelle, SSA Pays de Morlaix. Parcours citoyen lancé en octobre, ouverture prévue au printemps 2026.

Edwige Dorbon, Solicagnole. Choix que la Cagnole ne fonctionne qu'avec des producteurs bio depuis 2008 → a conditionné des contraintes de conventionnement fortes. Iels travaillent avec la CAF depuis Mars 2025 pour fournir 50e/mois par cotisants avec 94 bénéficiaires. Notent des difficultés de financement. Les bénéficiaires sont répartis dans 4 caisses réparties dans l'Yonne car territoire dispersé et fonctionnent avec des épiceries sociales et solidaires (mais uniquement sur le bio).

Thomas Benoît, SSA St-Etienne. Lancé il y a un an et fonctionne avec 115 cotisants dans un truc qu'ils ont appelé.es le DAC - Droit à une Alimentation Choisie. Initiative issue d'un collectif proactif plus ancien : Solidarité Alimentaire et de plus de 2,5ans d'ingénierie et de construction collective. St Etienne c'est 28 % de personnes sous le seuil de pauvreté et 1/5 des foyers éligibles à l'aide alimentaire.

Comment s'est organisé les rencontres de construction pour partir sur des bases solides : ateliers de partage de réalités différentes, récolte de paroles, un temps nécessaire dédié à la compréhension mutuelle → permet plus tard de débattre et de prendre des décisions dans de bonnes conditions.

Trois phases du processus d'engagement démocratique: intercompréhension - délibération - décision

Attention à ne pas faire l'économie de l'une de ces phases

Edwige Dorbon. « nous on a fait tout à l'envers » : Le contexte était très différent avec cette ligne rouge du bio et un territoire très dispersé. L'un des problèmes majeur était le manque de mobilité et parfois de matériel pour cuisiner

à titre d'exemple : certain.es bénéficiaires ne pouvaient pas se fournir en lentilles car iels n'avaient qu'un micro-onde pour cuisiner chez elleux : la productrice a organisé des ateliers de transformations pour vendre des lentilles à la place !

Finalement un cœur décisionnaire et des pratiques démocratiques qui se construisent sur l'existant car leur priorité est de soutenir les paysan.nes locaux

Tester les conventionnements, les cotisations et autres contributions localement

Sébastien Levionnois, chercheur. Le conventionnement dans le Régime Général de la santé c'est une NEGOCIATION de la rémunération et des pratiques.

Actuellement le conventionnement SSA on est pas là-dedans. La question c'est plutôt : Quel modèle on veut favoriser ? Selon quels critères ? Quel mode de référencement ? L'évaluation des pratiques, ce qu'on pourrait appeler une labellisation, se fait de manière plus ou moins formelle.

Mise en tension sur les caractéristiques techniques du dispositif et leurs implications socio-politiques en fonction des priorités de chacun.e. Dans les faits, pas mal d'ingénierie pour le conventionnement, la gouvernance et la communication.

Edwige Dorbon, Solicagnole. Milieu rural, peu de financement extérieur, proposition d'adhésion à toutes les productrices, revendeurs bio et les épiceries sociales sur leurs produits bio.

- Toutes les bénéficiaires ont tourné au bout d'un an.
- 84 % d'autofinancement (cotisations + la poule rousse qui reverse une part) + partenariat MSA et CAF
- ne bénéficie pas du rescrit fiscal car c'est considéré comme du soutien aux entreprises agricoles

Fabienne Audubert, CLAC Cadenet. Financement par des financements privés. Lieux partenaires dans lequel ne sont conventionnés que certains produits sur 5 critères – taux différentiels en fonction de si ils se rapprochent plus ou moins d'un idéal de production → avantage de modifier les pratiques des commerçants.

Marco Locuratolo, Fédération Régionale des CIVAM d'Occitanie. A Montpellier : conventionnement de lieux, avec des commerces qui ont une gamme assez large de produits. La grille de conventionnement a été créée à partir des envies et des pratiques d'achats des membres du comité. Questionnaire et méthode qui demande d'établir tout un parcours de décision en collégiale qui fonctionne au consentement.

La construction du dispositif s'est faite d'abord sur la base d'un budget, à partir duquel le comité a pu se positionner pour décider ce qui pouvait être fait.

Définition du montant de la « cotisation » sur la base d'une grille d'autodétermination. Pour le moment la caisse de Montpellier est à 50% d'auto-financement.

Romain, SSA Ariège. 50euros d'allocation. Les gens cotisent en moyenne environ 37euros. Ce sont les épiceries locales qui sont conventionnées et le paiement passe par un compte client que le bénéficiaire se crée dans l'épicerie la plus proche de chez soi.

Priorité au local avec une charte/mode de conventionnement plus précis en construction.

Orga de visites de fermes pour dialoguer avec les agris (seulement si pas en AB ou Nature et Progrès parce que ces labels donnent une certif qui vaut confiance)

Ils ont réussi à obtenir le rescrit fiscal donc défiscalisation pour les cotisations au dessus de 50euros.

Stratégie de mobilisation : création d'une cantine itinérante pour s'installer dans les différents villages et recruter des forces bénévoles et présenter le projet.

Volonté de stabiliser le modèle en place avant d'élargir le conventionnement et le mode de paiement (ça ne sert à rien de multiplier les points de vente si on ne peut pas inclure plus de bénéficiaires sinon ça dilue l'impact de la caisse d'un point de vue du choc de la demande)

Thomas Benoit, St Etienne. Pour le conventionnement iel ont créé une grille de critères notés de 1 à 5 qui donne une note finale et permet d'avoir un point de départ à un débat plus sensible. 10 structures ont été conventionnées d'office dès le départ – pour les autres, le débat est ouvert si 5 personnes demandent à conventionner un point de vente. Récit : débat autour du conventionnement de la boucherie et ce que l'inclusion dans le dispositif de ce type de lieu peut créer comme levier à la transformation des pratiques.

Benjamin Coriat, économiste des communs. Propose que les points de vente qui profitent de l'effet d'aubaine (coopératives, entreprises bio, revendeurs) financent la caisse. (s'est vu à Morlaix ? Voir plus d'infos)

A st Etienne, une cantine et un maraîcher ont contribué financièrement à la caisse en échange d'une participation en temps par les cotisant.es

Marco. Si on fait le pari de la démocratie, il faut accepter les décisions de conventionnement qui sont prises. Il est aussi possible d'imaginer des mécanismes de rectification pour aller plus loin tels qu'une caisse d'investissement (mais garder en tête qu'une décision démocratique ne donnera pas un résultat tout polissé tel qu'avait été imaginé l'idéal type par les initiateurs du projet.

Salo, maraîchère AU dans un QPV à Lorient. GAEC Du Champ des Tours

Célestin et Djibril, Montreuil. Cantine du foyer Edouard Branly, une cantine qui est en place depuis 40ans et qui se pose avant tout comme priorité la dignité humaine. Se sont créés au sein des foyers de travailleurs immigrants pour réduire les problèmes sanitaires liés à la malnutrition (après des cas de tuberculose et des situations extrêmes)

Beaucoup de questions se posent sur la cantine sur les conditions de travail des cuisinières, les normes sanitaires et les déclarations officielles qui contraignent ensuite le modèle économique : envie de garder des repas à 2e50 mais certaines cantines ont fermés faute de pouvoir payer le loyer à 4 000 euros par mois -> précarité économique

Est-ce que leurs retours d'expériences ne pourraient pas servir pour penser la SSA ?

Comment faire démocratie sans l'Etat ?

Laurent Vève, Cadenet. Chez eux ils ignorent l'Etat, font leur démocratie locale et parcours d'engagement solo, ne demande que des subventions privés donc font juste SANS les politiques publics.

Thierry, SSA Alsace. Lui-même est juriste et trouve que c'est primordial de pouvoir se servir de l'Etat et obtenir des subventions. Pour ça il faut bien connaître l'Etat et ses lois.

Tanguy Martin, Ingénieur sans frontières. En partant de la question de l'Etat, revenir sur le sujet de la Sécu et l'ambivalence entre les ordonnances d'Etat et l'organisation des caisses de la CGT à la base. Proposition d'une voie médiane : une institution créée par l'Etat qui serait autonome et indépendante. Notion d'utopie réelle.

Axel Molina, anthropologue, PEPS. Plutôt se poser la question de comment constituer un Etat démocratique. La SSA par nature, vient contrer la volonté de monopole et de gestion centralisée de l'Etat – la SSA est donc très vulnérable face à une cooptation du dispositif par l'Etat. Proposition : SSA durable et communaliste géré par des groupes locaux en accord avec la logique communaliste du PEPS (se renseigner)

Le communalisme se serait de pouvoir s'organiser dans la diversité, en groupes de pairs qui permettent de prendre en compte cette diversité. Sur la question de rester à l'échelle de la commune, il y a des doutes sur le fait que cette échelle de gouvernance, une institution républicaine à l'origine soit la bonne option.

Patrick Heidmann, Régime local Alsace-Moselle. Témoignage d'un dispositif particulier à l'Alsace-Moselle et de sa très forte indépendance permise par le contexte historique, le modèle des cotisations et le mode de gouvernance. L'outil repose sur un conseil d'administration, géré par les orgas syndicales, qui décide de ses actions de santé public, de ses prestations, du taux de cotisations et des réserves : actuellement les cotisations s'élèvent à 1,3% des rémunérations. Existe depuis 30ans.

2/3 de la population d'Alsace-Moselle est couverte par ce système. À l'origine couvrait tous les salariés (les indépendants ne voulaient pas en faire partie et les agents publics n'y ont pas été autorisés et devaient suivre le régime national fr.)

Bruno cite Elisée Reclus : « L'Etat c'est nous, faisons de l'autogestion »

Dominique Paturel. Attention à faire un travail réflexif sur le succès de la « prise de décision au consensus » et sur l'« horizontalité » de nos pratiques alors que nous sommes nous même des privilégiés de la petite bourgeoisie.

Autre.

- Si on change les termes de la question : A quelles condition peut-on faire démocratie avec l'Etat ?
- Le CIVAM a sorti un travail sur la place des collectivités et les conditions de la coopération avec les initiatives locales [se renseigner](#)
- La question de la représentation et de la participation n'est PAS compatible avec l'aliénation du travail imposé par l'Etat Bourgeois.

Comment financer la SSA à l'échelle nationale ?

Benjamin Coriat. Quel modèle socio-économique des communs ? Qu'est ce que nous apprennent les caisses pour le modèle national ? Qu'est-ce qu'il y a de précieux ou de fragile ?

Fragilité : financement par contribution volontaire, empêche l'indépendance, ne peut pas être à l'équilibre et nécessite des subventions.

Vertus : ça n'est pas un remboursement contrairement au modèle de sécu actuel. Le conventionnement est conçu comme un instrument de modification des pratiques de production. Les caisses permettent la sortie du marché et la préservation des ressources par la gouvernance citoyenne et la contribution citoyenne de la cotisation.

Lou Collin, économiste, caisse SSA Gironde. A fait un travail de prospection commandé par le département, si on extrapolait le modèle de la caisse de Gironde à tout le pays, combien est-ce que ça coûterait, comment est-ce que ça marcherait ? Réponse 87 Milliards d'Euros

Construction de scénarios en ajoutant les frais de la création d'une institution et du fonctionnement : 94 Milliards d'Euros/an C'est 47% de la consommation alimentaire totale.

Propositions de cotisations : taux unique de cotisation OU cotisation + contributions entrepreneuriales + impôts sur l'héritage

Coûts évités : 19 Milliards minimum de dépenses de l'Etat chaque année pour compenser les dérives du modèle agro-industriel (santé-environnement)

Investissements seraient aussi nécessaires pour permettre les changements de pratique.

Sylvain et Alex, Réseau Salariat. La proposition du Réseau Salariat c'est de financer la SSA par la cotisation sur la valeur ajoutée pour socialiser le prélèvement avant le partage : c'est la CVAE la cotisation sur la valeur ajoutée sur les Entreprises.

Se sont ensuite posé la question de qu'est-ce qui serait financé par ces cotisations (salaires, investissements, allocations etc.) -> beaucoup plus large que ce qui est pris en compte par Lou Collin.

Autres intervenants.

- Le RS ne prend pas du tout en compte les expérimentations existantes et impose donc un cadre préfabriqué (pas très démocratique tout ça) => « construit social complètement inconscient du déjà là »
- Il faudrait faire attention à ne pas reproduire les biais patriarcaux : prise en compte du travail reproductif non salarié et du travail saisonnier et précaire

Contribuer au renforcement et développement d'une agroécologie paysanne

Nicolas Verzotti, CIVAM : Comment caractériser la durabilité ?

Les CIVAM ont un fonctionnement basé sur l'éduc pop pour protéger la richesse démocratique et encourager les initiatives et les émulations agroécologiques. On a besoin de tout le monde et de discuter, y compris des sujets de tension.

Nicolas Mirouze, vigneron Atelier Paysan. Discute de l'influence que les caisses peuvent avoir sur les changements de pratique, ne pas négliger le secteur viticole (surtout en Gironde) si l'un des objectifs SSA est de réduire les pollutions.

Merle, AMAP du Gatinet, Loiret. Sur le travail possible entre le collectif SSA et le MIRAMAP car la priorité des AMAP est justement se soutient aux pratiques agroécologiques et paysannes. Rappel l'histoire, la charte et la vision politique des AMAP leurs difficultés de recrutement en ce moment et le manque de politisation des amapien.nes.

Caractéristique des AMAP qu'elles restent des initiatives très locales qui ne cherchent pas le passage à l'échelle (d'où l'intérêt d'une collab avec la vision plus globale de la SSA).

Démocratie Alimentaire, parlons-en !

Pauline Scherer.

Fiona Steffan, La marmite Rouge.

David Cormand, député européen.

Evelyne et Eric, MIRAMAP

<https://youtu.be/nwfa2cxsEBg?si=xW-rGzIErvLKyBIA>